



## **PREFET DE LOIR-ET-CHER**

*Direction des collectivités locales  
et de l'environnement*

### **ARRETE COMPLEMENTAIRE N° 41-2016-12-22-011**

Relatif à la mise en œuvre des garanties financières et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2005-276-10 du 3 octobre 2005 et les prescriptions applicables aux installations de traitements de surface des métaux exploitées par la société D.E.C. (Dépôts Électrolytiques et Chimiques) sur le territoire de la commune de CORMENON.

**Le Préfet de Loir-et-Cher,  
Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur,  
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées figurant en annexe de l'article R 511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2014-285 du 03 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R 212-10, R 212-11 et R 212-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-276-10 du 3 octobre 2005 modifié et les prescriptions applicables aux installations de traitements de surface des métaux exploitées par la société D.E.C. (Dépôts Électrolytiques et Chimiques) sur le territoire de la commune de CORMENON ;

Vu la proposition de calcul du montant des garanties financières faites par la société DEC Dépôts Électrolytiques et Chimiques par courrier du 28 septembre 2015 ;

Vu le courrier en date du 17 mai 2016 par la société D.E.C., complété par un courriel du 18 mai 2016, sollicitant le bénéfice de l'antériorité à la suite de la parution du décret du 3 mars 2014 susvisé ;

Vu le dossier de demande de modification relatif à la construction d'une nouvelle station de traitement des effluents déposé le 26 mai 2016 et complétée le 9 et 10 novembre 2016 par la société D.E.C. ;

Vu le rapport et les propositions en date du 23 novembre 2016 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 8 décembre 2016 du CODERST au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite au directeur de la société D.E.C., qui n'a formulé aucune remarque dans le délai imparti ;

Considérant que la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées doit être mise à jour suite à la modification la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement par le décret du 3 mars 2014 susvisé ;

Considérant que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2565-2-a, 2565-1-a, 2940-1-a et 3260 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant que la proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garantie supérieur à 75 000 euros ;

Considérant en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité de l'ensemble de son site en cas de cessation d'activité de ce dernier, conformément aux dispositions des articles R.516-1 5° et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que la nouvelle station de détoxification associée avec un système de recyclage permettra de diminuer la consommation d'eau de l'établissement et les rejets d'effluents dans le cours d'eau « La Grenne » ;

Considérant que la construction d'une nouvelle station de détoxification de la société D.E.C., dans les conditions prévues par le dossier susvisé, est une modification notable des éléments du dossier de demande d'autorisation mais non substantielle ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour et de compléter les prescriptions encadrant le fonctionnement de la nouvelle station de détoxification ;

Considérant que les dispositions du présent arrêté permettent de protéger les intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation dans le délai imparti ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 : NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

*Les articles 1.2.1 et 1.2.2 de l'arrêté préfectoral modifié du 3 octobre 2005 sont remplacés par les articles suivants :*

#### « 1.2.1 DESCRIPTION DES ACTIVITES

L'établissement, objet de la présente autorisation, est une société de sous-traitance pour la protection des métaux par voie électrolytique ou chimique. Certaines pièces peuvent être peintes ou simplement sablées.

La société DEC dispose, après la construction de la nouvelle station de détoxification, des bâtiments et équipements suivants :

- Le bâtiment 1 d'une superficie de 1530 m<sup>2</sup> abritant des chaînes de traitement de surface (P8, P15, P16, P20, P31, P80, P82/84, P83, P85). Le long du bâtiment 1 se trouvent des bureaux administratifs ;
- Le bâtiment 1 bis d'une superficie de 1465 m<sup>2</sup> et abritant des chaînes de traitement de surfaces (P440, PROTO). Le long du bâtiment 1 bis se trouvent des bureaux administratifs d'une superficie de 260 m<sup>2</sup> ;
- Le bâtiment 2-3 d'une superficie totale de 940 m<sup>2</sup> et abritant deux cabines de pulvérisation de peintures solvants ou hydrosolubles (OMIA et AEROLIQUE CONCEPT), deux cuves de peintures au trempé, une enceinte de cadmiage sous vide, le ressuage ; l'atelier de sablage et des étuves de cuisson des peintures et traitements thermiques.
- Le bâtiment 4 d'une superficie de 1 110 m<sup>2</sup> et abritant des chaînes de traitement de surfaces (P1, P42 et P43) ;
- Le bâtiment 5 d'une superficie d'environ 250 m<sup>2</sup> pour le stockage de produits chimiques comprenant deux armoires de stockage de nickel chimique (capacité de 10 m<sup>3</sup>).
- D'une nouvelle station de détoxification des effluents aqueux du site qui est située dans un bâtiment couvert d'environ 480 m<sup>2</sup>. Dans ce bâtiment se trouvent uniquement les produits chimiques nécessaires au fonctionnement de la station. A coté de ce bâtiment se trouvent une partie du stockage des réactifs nécessaires au fonctionnement de la station et une plate-forme de dépotage.
- Une armoire extérieure de stockage de liquides inflammables (capacité de 6 m<sup>3</sup>),
- Une armoire extérieure de stockage des cyanures (capacité de 3 m<sup>3</sup>),
- Une armoire extérieure de stockage des liquides très toxiques et toxiques autres que les cyanures (capacité de 6 m<sup>3</sup>),
- Une zone de stockage de 60 m<sup>2</sup> avec un silo de chaux de 40 m<sup>3</sup> et une cuve de CO<sub>2</sub> de 8 m<sup>3</sup>,
- Une zone extérieure de stockage de déchets en conteneurs d'une surface de 90 m<sup>2</sup> (capacité de 200 m<sup>3</sup>),
- Une aire de distribution de liquides inflammables,
- Un bassin de capacité unitaire de 100 m<sup>3</sup> destinés à la récupération des eaux pluviales,
- Deux forages F1 et F2 pour l'approvisionnement en eaux industrielles des installations de traitement de surface et de la station de détoxification ;

## **1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées se trouve en annexe 1 du présent arrêté. »

*L'annexe 1 du présent arrêté est ajouté en tant qu'annexe 1 à l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005 modifié.*

## **ARTICLE 2 : CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ**

*L'article 2.9. de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005 modifié est remplacé par l'article suivant :*

### **« 2.9 CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

En tout état de cause, pour assurer la mise en sécurité de son site, l'exploitant doit notamment procéder, dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêt de l'exploitation, à :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la coupure de l'ensemble des utilités du site (alimentation en eau, alimentation en électricité, alimentation en gaz, etc.) ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

La notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. »

## **ARTICLE 3 : GARANTIES FINANCIÈRES POUR LA MISE EN SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS**

### **ARTICLE 3.1 : Objet des garanties financières**

Les garanties financières sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.



Les garanties financières définies dans le présent arrêté complémentaire s'appliquent

- aux activités définies dans le tableau suivant :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques
2565-2-a	Traitement des métaux et matières plastiques
2565-1-a	Traitement de surface avec mise en œuvre de cadmium
2940-1-a	Vernis, peinture, colle,... (application, cuisson, séchage)
3260	Traitement de surface

- aux activités connexes aux installations précitées : On entend par installation connexe toutes les installations qui sont nécessaires au fonctionnement de l'installation soumise à garanties financières en intégrant les déchets de toutes natures ou les produits dangereux générés et utilisés par les installation. Sont notamment visés :
  - les cuves de la station de détoxification,
  - la zone extérieure de stockage des déchets,
  - les déchets entreposés dans les ateliers de traitement de surface et la station de détoxification,
  - la cuve de fluide caloporteur.

### **ARTICLE 3.2 : Montant des garanties financières et calendrier de constitution**

Le montant des garanties financières est fixé conformément à l'article 3.1 du présent arrêté à 793 104 euros TTC (avec un indice TP 01 base 2010 actualisé fixé à 102,3 à la date de juillet 2016 et TVA en vigueur de 20,00%).

L'exploitant doit constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R.516-1 5° du code de l'environnement et selon la réglementation en vigueur, jusqu'à la cessation d'activité, totale ou partielle du site visée à l'article 3.8 du présent arrêté.

### **ARTICLE 3.3 : Établissement des garanties financières**

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R 516-2 du code de l'environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Les documents attestant de la constitution des garanties financières sont transmis au préfet de département (copie à l'inspection des installations classées) au moins trois mois avant chaque échéance prévue par la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 3.4 : Renouvellement des garanties financières**

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

### **ARTICLE 3.5 : Actualisation des garanties financières**

Sans préjudice des dispositions de l'article R 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et d'en attester auprès du Préfet dans les cas suivants tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01.

### **ARTICLE 3.6 : Révision du montant des garanties financières**

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du préfet avant réalisation desdites modifications selon les dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3.7 : Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 171-8 de ce code.

### **ARTICLE 3.8 : Appel des garanties financières**

Le Préfet peut faire appel et mettre en œuvre les garanties financières, à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R 512-39-1 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R 516-2, après intervention des mesures prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

### **ARTICLE 3.9 : Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée, en tout ou partie, à la cessation d'exploitation totale ou partielle des installations visées à l'article 3.1 du présent arrêté, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre des dispositions prévues aux articles R 512-39-1 à R 512-39-3, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

### **ARTICLE 3.10 : Changement d'exploitant**

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale conformément à l'article R 516-1 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 4 : QUANTITÉS MAXIMALES DE DÉCHETS ET DE PRODUITS DANGEREUX POUVANT ÊTRE ENTREPOSÉES SUR LE SITE**

Les déchets et produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement, leur utilisation ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets ou de produits dangereux susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Produits et déchets dangereux	<ul style="list-style-type: none"><li>• Bains usés :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ Rinçage acido/basique : 596 t</li><li>◦ Acide / Base : 462 t</li><li>◦ Fluor : 16 t</li><li>◦ Nickel : 117 t</li><li>◦ Étain : 11 t</li><li>◦ Colorant : 15 t</li><li>◦ Chromes : 108 t</li><li>◦ Cyanures + Boues : 100 t</li><li>◦ Solvants : 5 t</li><li>◦ Boues chromes / acides : 29 t</li></ul></li></ul>

#### **ARTICLE 5 : APPLICATIONS**

Les articles 6, 7 et 8 du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en service de la nouvelle station d'épuration prévue dans le dossier de demande de modification susvisé.

#### **ARTICLE 6 : MODIFICATION DES CONDITIONS DE PRÉLÈVEMENTS**

*L'article 3.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005 modifié est remplacé par l'article suivant :*

### « 3.1.1.1 GÉNÉRALITÉS ET CONSOMMATION

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

Les ouvrages de prélèvement en eaux de nappe ou de surface et les ouvrages de distribution d'eau potable du réseau public, sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation (eaux de nappe ou distribution d'eau potable).

Cette protection peut être réalisée par la mise en place d'un réservoir de coupure ou d'un bac de disconnexion. L'alimentation en eau de cette réserve se fait soit par sur verse totale, soit au-dessus d'une canalisation de trop plein (5 cm au moins au-dessus) installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge avant déversement, par mise à l'air libre.

Le réservoir de coupure ou le bac de disconnexion peut être remplacé par un ou des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable.

L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations.

Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau. En particulier, ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux lorsqu'ils existent.

L'utilisation d'eau pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet les emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorise l'économie.

Le relevé des volumes est quotidien et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )	Débit maximal (m <sup>3</sup> )		
				Horaire	Journalier	Mensuel
Eau souterraine	Nappe de la Craie	GG090	55 000	12	300	5 000
Réseau public AEP	Commune de Cormanon	/	10 000	3	80	1 000

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

Le prélèvement dans le milieu naturel se fait à partir des forages F1 ou F2 situés sur le site de la société DEC. Il est interdit de prélever simultanément dans les deux forages. »

### ARTICLE 7 : MODIFICATION DES CONDITIONS DE COLLECTES ET DE REJETS

*La première phrase de l'article 3.1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005 modifié est remplacé par la phrase suivante :*



« Les eaux pluviales non polluées sont composées des eaux des toitures de la nouvelle station de détoxification et des bâtiments 1, 1bis et 5. »

*L'article 3.1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005 modifié est remplacé par l'article suivant :*

#### **« 3.1.2.4 LES EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES »**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont composées des eaux de toitures des bâtiments 2, 3 et 4, de l'aire de dépotage des produits chimiques et des réactifs, du parc à acides, du stockage des produits usés et du parking. Elles sont collectées au niveau du bassin extérieur de 100 m<sup>3</sup> puis elles sont analysées avant d'être rejetées dans la Grenne, si elles sont conformes aux dispositions de l'article 3.1.6.3.1. ou traitées dans la station de détoxification du site, le cas échéant. »

*L'article 3.1.3.3 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005 modifié est remplacé par l'article suivant :*

#### **« 3.1.3.3. BASSIN OU DISPOSITIF DE CONFINEMENT »**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité globale minimum de 200 m<sup>3</sup>.

Cette capacité rétention est complétée par des capacités au niveau des rétentions au droit des chaînes de traitement de surfaces (89,1 m<sup>3</sup> pour le bâtiment 58,2 m<sup>3</sup> pour le bâtiment 1 bis, 2,6 m<sup>3</sup> pour le bâtiment 3 et 110,2 m<sup>3</sup> pour le bâtiment 4).

Avant rejet vers le milieu naturel, la vidange suit les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage... est collecté dans un bassin d'une capacité minimum 100 m<sup>3</sup>.

Les bassins, qui peuvent être confondus, sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs sont définies par consigne. »

*L'article 3.1.6.3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2005 modifié est remplacé par l'article suivant :*

#### **« 3.1.6.3.1 PARAMÈTRES GÉNÉRAUX ET VALEURS LIMITES DE REJET »**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies.

Le tableau qui suit regroupe pour chaque paramètre les conditions de rejets et les périodicités des mesures d'autosurveillance à respecter :

**Référence du rejet : n° 4**

Volume maximal sur 24 heures : 350 m<sup>3</sup>/jour

Volume moyen journalier sur un mois : 300 m<sup>3</sup>/jour

Volume maximal horaire : 21 m<sup>3</sup>/h

Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Flux maximum journalier autorisé en g/j	Flux moyen journalier autorisé sur un mois en g/j	Type de prélèvement	Périodicité des mesures d'autosurveillance	
					Par l'exploitant	Par un laboratoire agréé
pH		S.O.		S.O.	C	Trimestrielle
Température		S.O.		S.O.	C	
débit		S.O.		S.O.	C	
Ratio de rejet		S.O.		S.O.	A calculer tous les mois	
Cr VI	0,01	3,5	3	PrD24	Journalière	Trimestrielle
Cd	non détectable par les méthodes d'analyses standardisé (analyse colorimétrique)	0	0	PrD24	Journalière	
	0,001	0,035	0,03		/	
Cyanures libres (CN)	0,01	3	2	PrD24	Journalière	
Phénols	0,02	5	4	PrD24	Hebdomadaire	
Composés organiques halogénés en AOX	0,5	50	100	PrD24	/	
4 para-nonylphénol	non détectable par les méthodes d'analyses normalisées	/	/	PrD24	/	
Di (2-éthyl-hexylphtalate)	non détectable par les méthodes d'analyses normalisées	/	/	PrD24	/	
Antracène	non détectable par les méthodes d'analyses normalisées	/	/	PrD24	/	
1,4 Dichlorobenzène	non détectable par les méthodes d'analyses normalisées	/	/	PrD24	/	
1, 2, 3 Trichlorobenzène	non détectable par les méthodes d'analyses normalisées	/	/	PrD24	/	Annuelle
Ag et ses composés	non détectable par les méthodes d'analyses normalisées	/	/	PrD24	/	
Hg et ses composés	non détectable par les méthodes d'analyses normalisées	/	/	PrD24	/	
As et ses composés	non détectable par les méthodes d'analyses normalisées	/	/	PrD24	/	
Tributylphosphate	non détectable par les méthodes d'analyses normalisées	/	/	PrD24	/	

C : Continu / PrD24 : Proportionnel au débit sur 24 heures / PrD7J : Proportionnel au débit sur la semaine

Pour les paramètres qui sont repris dans le tableau figurant ci-dessous, l'exploitant devra être en mesure d'adapter le débit de rejet des effluents aqueux issus du rejet 4 en fonction du débit réel de la Grenne.

L'exploitant devra donc disposer quotidiennement du débit de la Grenne qu'il aura obtenu des services en charge de la station hydrométrique amont la plus proche du site de la société DEC ou mesuré au droit du site par des méthodes normalisées en vigueur. Ces dispositions sont prises sous réserve des prescriptions figurant à l'article 3.1.6.3.4.

Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Flux maximum journalier autorisé en g/j quand le débit de la Grenne est inférieur ou égale à 14 000 m <sup>3</sup> /j	Flux maximum journalier autorisé en g/j quand le débit de la Grenne est supérieur à 14 000 m <sup>3</sup> /j	Flux moyen journalier autorisé sur un mois en g/j	Type de prélèvement	Périodicité des mesures d'autosurveillance	
						Par l'exploitant	Par un laboratoire agréé
Débit maximum autorisé pour les rejets DEC en m <sup>3</sup> /jour	S.O.	250	350	300	S.O.	C	Trimestrielle
Débit de la Grenne	S.O.				S.O.	Journalière	
Cr total	0,05	12,5	17,5	15	PrD7J	Hebdomadaire	
Ni	0,2	50	70	60		Hebdomadaire	
Cu	0,2	50	70	60		Hebdomadaire	
Zn	0,2	50	70	60		Hebdomadaire	
Fe	0,1	25	35	30		Hebdomadaire	
Al	0,5	125	175	150		Hebdomadaire	
Pb	0,03	7,5	10,5	9		Hebdomadaire	
Sn	0,05	12,5	17,5	15		Hebdomadaire	
Métaux totaux	2	500	700	600		Hebdomadaire	
MES	10	2500	3500	3000		Hebdomadaire	
DBO5	15	3750	5250	4500	PrD24	Hebdomadaire	
Azote global (en N)	50	12 500	17 500	15 000	PrD7J	Hebdomadaire	
Fluorures	10	2500	3500	3000		Hebdomadaire	
Nitrites (en N de NO2)	1	250	350	300		Hebdomadaire	
Phosphore total (en P)	2	500	700	600		Hebdomadaire	
DCO	100	25 000	35 000	30 000		Hebdomadaire	
HC totaux	1	250	350	300		Hebdomadaire	
Nitrates (en N de NO3)	15	3750	5250	4 500		Hebdomadaire	
Trichlorométhane	0,2	40	70	50		Hebdomadaire	
Cr III	0,05	12,5	17,5	15		Hebdomadaire	

C : Continu / PrD24 : Proportionnel au débit sur 24 heures / PrD7J : Proportionnel au débit sur la semaine

»

Les dispositions du tableau de l'article 3.1.6.5.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 octobre 2005 modifié, relatives aux paramètres à mesurer, sont complétées par :

«

Paramètres	Fréquence
Trichlorométhane (chloroforme)	Trimestrielle

»

## ARTICLE 8 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Les dispositions de la partie du tableau de l'article 3.2.2.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 octobre 2005 modifié, relatives aux caractéristiques des installations de traitement de l'établissement, sont complétées par :

«

Installations concernées (rejets canalisés)	Nature des rejets	Traitements
Installations de traitement des événements d'une partie des cuves de la station de détoxification (rejets des tours de désodorisation)	Acidité totale exprimée en $H^+$ Alcalinité exprimée en $OH^-$ Acide Fluorhydrique exprimé en F Chrome total Chrome VI Plomb Nickel Zinc Cobalt+Cuivre+Etain+Manganèse+Nickel+Zinc Cyanures Acide cyanhydrique exprimés en HCN $NO_x$ , exprimés en $NO_2$ HCl $NH_3$	Lavage des gaz

»

Les dispositions de la partie du tableau de l'article 3.2.3.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 octobre 2005 modifié, relatives aux valeurs limites d'émission associées aux rejets atmosphériques des installations de traitement de surface de l'établissement, sont complétées par :

«

Installations concernées (rejets canalisés) Débit des gaz ( $m^3/h$ )	Paramètres	Valeurs limites en $mg/Nm^3$
Installations de traitement des événements d'une partie des cuves de la station de détoxification (rejets des tours de désodorisation)	Acidité totale exprimée en $H^+$	0,5
	Alcalinité exprimée en $OH^-$	10
	Acide Fluorhydrique exprimé en F	2
	Chrome total	0,2
	Chrome VI	0,1
	Plomb	1
	Nickel	0,1
	Zinc	0,5
	Cobalt+Cuivre+Etain+Manganèse+Nickel+Zinc	5
	Cyanures	1
	Acide cyanhydrique exprimés en HCN	3
	$NO_x$ , exprimés en $NO_2$	200
	HCl	30
	$NH_3$	30

»

Les dispositions de la partie du tableau de l'article 3.2.3.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 octobre 2005 modifié, relatives au programme de surveillance des émissions atmosphériques issues des installations de traitement de surfaces de l'établissement sont complétées par :

«

Installations concernées ou émissaires concernés	Paramètres à faire analyser par un laboratoire agréé ou accrédité	Périodicité
Installations de traitement des événements d'une partie des cuves de la station de détoxification (rejets des tours de désodorisation)	Acidité totale exprimée en $H^+$	annuelle
	Alcalinité exprimée en $OH^-$	
	Acide Fluorhydrique exprimé en F	
	Chrome total	
	Chrome VI	
	$NH_3$	
	Nickel	
	$NO_x$ , exprimés en $NO_2$	
	Cyanures	
	Cobalt+Cuivre+Etain+Manganèse+Nickel+Zinc	triennale
	Acide cyanhydrique exprimés en HCN	
	Zinc	
	HCl	
	Plomb	

»

## ARTICLE 9 : NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie postale avec accusé de réception et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher. Copies conformes seront adressées à M. le Maire de la commune de Cormenon et à M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Cormenon pendant une durée d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire et transmis au Préfet de Loir-et-Cher.

Il sera également affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par le bénéficiaire de la présente autorisation. Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de Loir-et-Cher et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

## ARTICLE 10 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.



## ARTICLE 11 : EXÉCUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Loir-et-Cher, M. le Maire de Cormenon, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le

22 DEC. 2016

Le Préfet,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'P' followed by a diagonal line, with the number '61' written above the line.

Jean-Pierre CONDEMINÉ